



APPEL D'OFFRE



CEFA Maroc cherche **un-e consultant-e**

POUR L'ÉVALUATION FINALE DU PROJET

« **SAFAE ET LA DÉMOCRATIE** »





CADRE DE L'APPEL D'OFFRE

- ⑦ **Début du travail :** Octobre 2021
- ⑦ **Contrat :** Prestation de service
- ⑦ **Projet :** SAFAE (Soutien et Accompagnement en faveur des Femmes pour l'Autonomisation et l'Égalité) et la Démocratie
- ⑦ **Bailleur de fonds principal :** Union Européenne
- ⑦ **Autre bailleur :** Région Emilia Romagne
- ⑦ **Chef de file :** CEFA (Comité Européen pour la Formation et l'Agriculture)
- ⑦ **Partenaires du projet:** Association Démocratique des Femmes du Maroc (ADFM), Association ANAKHLA, Association Beni Meskin pour le Développement Humain (ABMDH), Association Annahda Figuig, Association Bassin Guir, Réseau des Associations d'Al Hoceima (RADRA).
Zones d'intervention : Tata, Al Hoceima, Settat, Figuig.



INTRODUCTION GENERALE

⑦ MISSION, OBJECTIF DU COMMANDITAIRES CEFA

CEFA (Comité Européen pour la Formation et l'Agriculture) est une organisation non gouvernementale italienne née à Bologne en 1972. Le CEFA a commencé ses activités en Europe par des actions de formation au niveau agricole et actions de sensibilisation et d'éducation au développement pour ensuite s'engager dans des projets de développement et formation au profit des pays en voie de développement. Les initiatives menées lors de son expérience ont toujours combiné l'attention aux exigences économiques avec la volonté d'appuyer le capital humain présent dans un territoire, ceci dans le but d'atteindre un développement intégré qui envisage la dimension sociale comme aspect fondamental à soutenir. Dans les 10 dernières années le champ d'action du CEFA s'est élargi à des actions visant le renforcement associatif, la promotion de l'intégration de l'approche genre et la lutte aux violences à l'égard des femmes, l'accompagnement au retour volontaire et les questions migratoires, la réintégration sociale des personnes en situation d'handicap, le plaidoyer et le monitoring des politiques publiques. Le CEFA a commencé ses activités au Maroc En 1998 et il est présent actuellement en 11 pays : en Italie, au Kenya, au Maroc, en Somalie, en Ethiopie, en Mozambique, en Tanzanie, en Tunisie, en Libye, en Equateur et au Guatemala.



PRESENTATION DU PROJET SAFAE ET LA DEMOCRATIE

1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Dans les dernières années, le Maroc a enregistré d'importantes avancées institutionnelles et législatives relatives à l'égalité femmes-hommes. Néanmoins des discriminations et violations des droits des femmes subsistent encore. Ces disparités favorisent la pauvreté et l'exclusion des femmes, ne leur pas permettant de participer activement au dynamisme du pays avec des répercussions négatives sur toute la société.

Dans ce contexte le projet SAFAE (Soutien et Accompagnement en faveur des Femmes pour l'Autonomisation et l'Égalité) et la Démocratie, vise l'expérimentation de formes de concertation grâce au renforcement et à la mobilisation des associations et institutions locales afin de mettre en place des actions concrètes pour une meilleure prise en compte de l'égalité de genre dans les politiques publiques sectorielles. Associations et institutions sont formées et accompagnées pour élaborer ensemble des plans d'actions à mettre en place pour assurer l'intégration de l'égalité femmes-hommes et pour faire le suivi des politiques publique. L'action s'adresse aussi à l'axe relatif à la capitalisation systématique et la diffusion au niveau national des résultats et des impacts obtenus.

2 DESCRIPTIF DE L'ACTION A EVALUER

- Le projet a débuté le **1 Avril 2019** et prendra fin le **30 décembre 2021**.
- Objectif générale : **Contribuer à la promotion de l'égalité femmes-hommes dans les politiques publiques sectorielles à travers la consolidation des mécanismes de démocratie participative.**
- Objectif spécifique : **Soutenir les organisations de la société civile des provinces de Figuig, Settat, Tata et El Hoceima dans l'accompagnement et la veille sur l'intégration de l'égalité de genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques à travers l'expérimentation d'Espaces de dialogue multi-acteurs.**
- Budget global du projet : **685 605 €**

Activités

Indicateurs

Résultat ①

Au moins 80 associations locales sont mises en réseau et renforcées pour mener des actions de plaidoyer et alimenter les réseaux nationaux sur les thématiques de genre en lien avec d'autres politiques sectorielles.

A1.1. Elaboration et expérimentation de parcours de renforcement pour les associations locales sur thématiques liées à l'égalité de genre et la démocratie participative

A1.2. Création de collectifs d'associations portant sur l'égalité de genre

A1.3. Accompagnement au réseautage associatif (collectifs locaux et nationaux)

- 🕒 **20** formateurs/trices associatifs formé-e-s,
- 🕒 **108** jours de formations pour
- 🕒 **80** associations ;
- 🕒 **4** collectifs associatifs créés

Résultat ②

Au moins 300 fonctionnaires et élus expérimentent des modèles de démocratie participative au niveau local visant l'intégration de la promotion de l'égalité dans les plans d'action des institutions locales.

A2.1. Développement de compétences des élus/fonctionnaires en matière d'intégration du genre dans le processus de planification locale

A2.2. Expérimentation d'Espaces de dialogue multi-acteurs provinciaux et/ou communaux

A2.3. Accompagnement des IEECAG (Instances d'Equité, Egalité des Chances et Approche Genre)

- 🕒 **108** jours de formations pour **80** fonctionnaires et élus ;
- 🕒 **15** Espaces de dialogue mis en place ;
- 🕒 **15** IEECAG accompagnées et renforcées.

Activités

Indicateurs

Résultat ③

Au moins **1000** femmes bénéficient d'actions portant sur la défense de leur l'intégrité physique et psychologique, leur autonomisation socio-économique et leur participation politique à travers l'intégration de la promotion de l'égalité dans les plans d'action des institutions locales.

A3.1. Diagnostics territoriaux participatifs

A3.2. Mobilisation des femmes actives

A3.3. Subventions en cascade pour interventions territoriales.

- ⑦ **15** Diagnostics territoriaux réalisés ;
- ⑦ **20** Interventions territoriales mises en place

Résultat ④

Au moins **100** associations et **8000** personnes sont informées sur les bonnes pratiques de démocratie participative pour la promotion de l'égalité hommes-femmes au niveau institutionnel et associatif

A4.1. Capitalisation des parcours de renforcement

A4.2. Capitalisation de l'expérimentation des Espaces de dialogue

A4.3. Campagne de communication

- ⑦ Un parcours de renforcement associatif finalisé ;
- ⑦ Une méthodologie de mise en place des
- ⑦ Espaces de dialogue expérimentée ;
- ⑦ Une Campagne de communication réalisée

Résultat ⑤

Les institutions locales prennent en compte les expériences réussies dans l'élaboration des mécanismes de démocratie participative

A5.1. Veille sur les impacts des plans d'action et des politiques locales vis-à-vis l'égalité de genre

A5.2. Campagne de plaidoyer

- ⑦ Indicateurs pour le suivi des politiques publiques élaborés ;
- ⑦ **30** rapports sur la situation locale échangés
- ⑦ **15** budgets analysés sur la base de l'approche genre.

7 BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

- Au moins 80 associations locales actives, 20 par zone.
- 20 militant-e-s associatifs formé-e-s pour devenir formateurs/trices
- Au moins 6 Réseaux au niveau national actifs dans des thématiques liées à l'égalité de genre
- Environ 300 élus et fonctionnaires des administrations locales et services décentralisés au niveau d'au moins 15 communes.
- Environ 1000 femmes résidentes dans les zones d'intervention
- Environ 40 femmes leaders actives sur le projet.

7 BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS

- Environ 20.000 femmes résidentes dans les zones d'intervention
- Autorités et collectivités locales dans les zones d'intervention.

7 ORGANISATION INTERNE ET PARTENARIALE

Le Comité de Pilotage a été constitué au début du projet afin de mieux coordonner l'action et garantir le maximum d'impact des activités, il est composé par différentes entités :

- Un représentant de chaque organisation partenaire (CEFA, ADFM, ABMDH, Association Anakhla),
- Un représentant de chaque organisation associée (Association Bassin Guir, Association Annadha, RADRA)
Chargée de projet
- Coordinateur
- 4 agents de terrain
- Responsable de la cellule communication et capitalisation
- Responsable genre et plaidoyer), qui participent aux réunions périodiques à Rabat.

Depuis le début du projet le Comité de Pilotage s'est réuni 7 fois. La régularité des réunions du Comité avec d'autres rencontres sur place dans les pôles ou par ZOOM et des échanges courants par mail permettent de superviser constamment l'état d'avancement du projet et de discuter à temps les éventuels ajustements des activités.



CADRAGE DE L'ÉVALUATION

1 JUSTIFICATION DE L'ÉVALUATION

Cette évaluation externe est motivée par l'engagement contractuel d'examiner le degré d'atteinte des objectifs par rapport aux résultats attendus, par l'importance d'analyser les effets/impacts directs et indirects ainsi que la pérennité et les perspectives des actions et par le désir de tirer des enseignements et d'énoncer des recommandations pour alimenter la dynamique enclenchée avec les diverses parties prenantes du projet. Les résultats ainsi que le rapport d'évaluation externe seront partagés avec l'ensemble des partenaires et des acteurs impliqués.

2 DELIMITATION DE L'ACTION A EVALUER

Cette évaluation finale prendra en compte toutes les actions programmées dans le document projet. Elle vise à réaliser un bilan des activités conduites au regard des objectifs et résultats attendus tout en mettant l'accent sur les processus et méthodologies mis en place. Il s'agira aussi de dégager les éléments d'apprentissage à considérer pour des initiatives similaires futures. Les recommandations devront prendre en compte les pistes d'actions futures à explorer au profit des acteurs et de la zone du projet.

Il s'agit donc de :

- **Volet 1 :** Apprécier qualitativement et quantitativement la mise en oeuvre des activités au regard des objectifs globaux, des objectifs spécifiques et des résultats attendus du projet et évaluer l'adéquation des moyens mise en oeuvre.
- **Volet 2 :** Évaluer la démarche des Espaces de Dialogue initiée par le présent projet.
- **Volet 3 :** Mesurer les acquis en termes de renforcement des capacités des acteurs impliqués (associations, fonctionnaires, élus, membres des IEECAG).
- **Volet 4 :** Evaluer la démarche de financements à cascade de microprojets et leur mise en oeuvre et l'impact sur le territoire et sur les bénéficiaires.

Le consultant devra conduire l'analyse évaluative en deux temps.

- Etablir un récit détaillé et analytique du projet évalué
- Evaluer la performance du projet au regard de six critères d'évaluation: pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, durabilité.

🕒 MÉTHODOLOGIE

Une Commission de l'évaluation finale sera mis en place comprenant le Chef de projet, le Coordinateur et le Responsable Genre et Plaidoyer. Il se réunira lors de la réunion de cadrage puis dès que nécessaire, notamment pour la validation des livrables.

Dans le cadre de cet appel d'offre, une méthodologie précise devra être proposée par les consultants, dans laquelle les points suivants devront être pris en considération et respectés :

- 🕒 **Une revue documentaire** : une analyse bibliographique de l'existant au Maroc sur les thématiques du projet et un étude des documents du projet.
- 🕒 **Visites terrains** : au minimum 1 mission au Maroc à Rabat pour la réunion de cadrage.
- 🕒 **Consultations et entretiens avec les parties prenantes (en ligne)** :
 - Un échantillonnage des acteurs à rencontrer. La rencontre de l'ensemble des acteurs du projet n'est ni souhaitable, ni réalisable dans les temps impartis. Cet échantillonnage devra être représentatif en termes de genre.
 - La nécessité d'une forte dimension participative, notamment en impliquant et en prévoyant des entretiens avec les partenaires du projet. Le consultants-e sera libre de proposer des méthodes qui leur semblent adaptées.

PRODUCTIONS ATTENDUES

- 🕒 Rapport d'orientation méthodologique pour préciser la démarche, les outils et le planning de mise en oeuvre
- 🕒 Débriefing après les différentes rencontres pour discuter des résultats et des recommandations
- 🕒 Présentation du sommaire et de la structure du livrable
- 🕒 Rapport provisoire avec une restitution à la Commission de l'évaluation finale
- 🕒 **Rapport final comprenant 3 livrables**
 - Une synthèse de l'évaluation (maximum 10 pages) ,
 - Une évaluation détaillée du projet "SAFAE et la Démocratie" (maximum 40 pages)
 - Une présentation power point de l'évaluation pour mener la restitution aux acteurs.

PROFIL DU CANDIDAT

Compétences et expériences significatives en évaluation de projets internationaux au Maroc ou à défaut en zone méditerranéenne.

Expertise dans la thématique de l'égalité de genre et démocratie participative.

Bonne connaissance des sociétés civiles méditerranéennes.

Expérience des questions de renforcement des capacités des acteurs locaux.

La maîtrise de l'Arabe et du Français (écrit et oral) est obligatoire, la connaissance de l'Amazigh sera un atout.

COMMENT POSTULER

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont invité(e)s à présenter, avant le **20 Septembre 2021** une offre technique et une offre financière comprenant :

OFFRE TECHNIQUE

-  Note méthodologique détaillée
-  CV
-  Plan de travail et calendrier
-  Conditions de paiement
-  Coordonnées bancaires

OFFRE FINANCIÈRE

Il est demandé au/ à la consultant-e de faire une proposition budgétaire détaillée TTC (si applicable, incluant TVA), en tenant compte de ces éléments et en intégrant la répartition proposée du nombre de jours travaillés aux différentes phase de l'évaluation, en lien avec la méthodologie proposée.

Les candidat(e)s intéressé(e)s feront parvenir leur dossier de candidature par courrier électronique aux adresses suivantes

-  **r.angotti@cefaonlus.it**
-  **safaed.com@gmail.com**

Etape	Echéance
Publication de l'appel d'offre	20 Aout 2021
Clôture de l'appel d'offre	20 Septembre 2021
Sélection du/de la consultant-e	30 Septembre 2021
Début de la mission et réunion de cadrage à Rabat	05 Octobre 2021
Validation la note de cadrage Mise en œuvre/ collecte & Analyse des données	15 Octobre 2021
A/R avec la commission d'évaluation pour validation des livrables	20 Octobre - 20 Novembre 2021
Remise rapport final	30 Novembre 2021

Date limite de soumission : **20 Septembre 2021**

Tout dossier incomplet ou présenté au-delà de la date limite de soumission sera rejeté

